

**Zeitschrift:** Annales fribourgeoises  
**Herausgeber:** Société d'histoire du canton de Fribourg  
**Band:** 81 (2019)

**Artikel:** Imposteur, mouchard, agent secret?  
**Autor:** Robert, Tiphaïne / Kecskés D., Guztàv  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1048339>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# IMPOSTEUR, MOUCHARD, AGENT SECRET ?

Les aventures du prétendu baron de Wesselényi et la surveillance  
des exilés de la Guerre froide

PAR TIPHAIN ROBERT ET GUZTÀV KECSKÉS D.

«Istvan de Wesselényi (baron ?), né le 10 mai 1927, à Nagynyárád, fils de Wilmos et d’Otila, née Kukerecia, Hongrois, étudiant.

Est entré en Suisse le 15.12.1949. A séjourné à Schwyz, Lausanne, puis est venu à Fribourg où il sollicite un permis de séjour pour études.

Il déclare avoir habité en Hongrie, à Pécs où il dit être propriétaire agrarien.

Selon des personnalités hongroises dignes de confiance, il ne doit pas y avoir de Baron Wesselényi de cet âge.

Elles croient qu’il s’agit d’un imposteur et d’un aventurier, éventuellement d’un agent de derrière le Rideau de fer»<sup>1</sup>.

Agrémenté d’une photo, ce rapport datant de novembre 1950 est le point de départ d’une enquête qui a mobilisé pendant plusieurs mois la police cantonale fribourgeoise, la division de police du Département fédéral de justice et police (chargée de l’aide et du contrôle des réfugiés en Suisse), ainsi que le Ministère public de la Confédération (responsable de la surveillance des activités politiques considérées comme suspectes).

À cette époque, quelques dizaines de ressortissants d’Europe centrale résident dans le canton de Fribourg. La plupart sont des étudiants en théologie ou des ecclésiastiques d’origine aristocratique fuyant la persécution des régimes communistes. En 1950, l’un d’eux, le baron István de Wesselényi, attire l’attention des autres exilés hongrois qui

<sup>1</sup> Archives fédérales suisses, E4320B#1991/243#3407\* Wesselényi Istvan, 1927, 1949-1953, annexe du rapport de la police criminelle et de sûreté de la Ville de Berne, 6 novembre, 1950.  
Voir page ci-contre.

avertissent la police suisse de leurs soupçons : son comportement étrange, ses allées et venues entre Fribourg et Berne suggèrent une possible activité d'espion au profit de la République populaire de Hongrie. S'il revendique une ascendance aristocratique – il serait même apparenté aux Habsbourg ! –, c'est peut-être pour parfaire sa couverture et ouvrir des portes qui demeuraient closes à un exilé «lambda». Ou un moyen de se construire une nouvelle identité en exil ?

Alertés, les policiers fribourgeois se lancent en 1950 dans une surveillance rapprochée afin de rassembler les preuves visant à pousser «cet étranger louche» hors du pays<sup>2</sup>. Leur mission n'est pas simple : ils enquêtent sur un individu issu d'un monde dont ils ignorent à peu près tout, dans un contexte de tensions internationales propres à alimenter fantasmes et angoisses.

À l'origine de notre contribution se trouve un dossier du Ministère public conservé aux Archives fédérales suisses (AFS) qui contient rapports, interrogatoires et notes consignés entre 1950 et 1953, année du départ d'István de Wesselényi pour la France. Loin de lever le voile sur ses véritables activités, ce matériau épaisse au contraire le mystère. Pour le percer à jour, nous devions confronter les sources helvétiques aux archives de la police politique hongroise à Budapest (ÁBTL). Elles ont révélé une seconde version de l'histoire.

## UN CONTEXTE FAVORABLE À LA MÉFIANCE

Les retombées de la Guerre froide sur la Suisse sont multiples. Il en est trois, en particulier, qui nous intéressent ici. La première est l'arrivée de réfugiés fuyant l'Europe de l'Est devenue communiste. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse souffre d'un déficit d'image sur la scène internationale, notamment en raison de sa politique d'asile très restrictive pendant le conflit. Elle doit se rattraper en se montrant plus généreuse dans l'accueil de persécutés<sup>3</sup>. Deuxième incidence, la réactivation de l'anticommunisme après le Coup de Prague de 1948 n'est pas étrangère à ce revirement. Elle imprègne les décisions des autorités ainsi que l'imaginaire collectif. Un certain nombre de Hongrois, de Polonais et de Tchécoslovaques parviennent en Suisse après la Seconde Guerre mondiale : ils y demandent l'asile ou passent, plus couramment, par ce pays pour émigrer plus loin, généralement outre-mer<sup>4</sup>. En 1950, le rattrapage humanitaire est encore timide. À titre d'exemple, suite au

<sup>2</sup> Sauf indication contraire, toutes les sources sont issues du fonds conservé aux Archives fédérales suisses. Ci-dessous, par mesure de lisibilité, ne figurent que le nom et la date des documents. Note du Chef de police de Fribourg à la Division de police du Département fédéral de justice et police, 2 novembre 1950.

<sup>3</sup> LUDI 2014, pp. 577-598.

<sup>4</sup> ARNOLD 1997, p. 109.

coup de Prague, seules 16 personnes ont été admises comme réfugiées en Suisse sur 66 demandes d'asile<sup>5</sup>. La Convention de Genève qui poussera les États occidentaux à se montrer accueillants envers les transfuges de l'autre côté du Rideau de fer n'est pas encore entérinée. Nous ne sommes pas en 1956, lorsque toute la Suisse déroulera le tapis rouge à plus de 10'000 réfugiés hongrois fuyant les tanks soviétiques. Troisième incidence de la Guerre froide : les exilés d'Europe de l'Est sur sol helvétique sont parfois impliqués dans ce que le sociologue français Stéphane Dufoix a appelé l'*exopolitie* : l'activité politique en exil<sup>6</sup>. Certains exilés combattent à distance le régime qu'ils ont fui. À Fribourg, c'est le cas d'hommes d'Église réfugiés qui s'indignent de l'implantation dans leur pays d'un régime «sans dieu». Certains, à l'instar de Mgr Nicolas Pfeiffer (1887-1979), participent aussi à l'accueil de compatriotes tout en s'inquiétant de l'infiltration potentielle de leurs cercles par des agents proches du régime communiste<sup>7</sup>. Prise dans son ensemble, la diaspora hongroise en Suisse est très hétérogène dans l'immédiat de la guerre : Juifs ayant fui la Hongrie, mais aussi fidèles du Régent Horthy, nazis et ennemis du régime communiste (propriétaires dépossédés, politiciens, intellectuels, aristocrates ou bourgeois déchus, etc.), ou encore, plus rarement, émigrés légaux fidèles au régime. Pendant la Guerre froide, les autorités suisses surveillent des concitoyens, mais aussi des étrangers auxquels les activités politiques sont interdites. Cette surveillance s'appuie sur la fameuse police fédérale du Ministère public, organisation à l'origine du scandale des fiches qui éclatera au grand jour dans les années 1990. La Confédération travaille étroitement avec les services cantonaux, tout comme avec les milieux exilés anticomunistes qui contribuent aux enquêtes.

## UN ESPION À LA CONFISERIE DU REX ?

Jeune réfugié hongrois, István de Wesselényi arrive en décembre 1949 en Suisse. Il passe d'abord quelques jours dans le camp de Sankt Margrethen dans le canton de Saint-Gall avec des compatriotes. Ces personnes ont en commun de fuir une Hongrie pauvre et moribonde où le Parti communiste ne s'encombre plus de nuances pour prendre le pouvoir. De 1949 à 1953, la Hongrie vit sous une véritable chape de plomb. Les purges ne touchent pas seulement les dirigeants, mais aussi les individus désignés comme «ennemis du peuple». Toute personne issue des classes nobles et bourgeoises est ainsi susceptible d'être emprisonnée

<sup>5</sup> KANYAR BECKER 2013.

<sup>6</sup> DUFOIX 2002.

<sup>7</sup> TRÉFÁS 2017, pp. 115-132.

ou durablement stigmatisée. Le nombre de procès prend alors des proportions inimaginables : entre 1948 et 1953, quelque 1'300'000 personnes comparaissent devant le tribunal (la Hongrie compte alors neuf millions d'habitants). Jusqu'en 1953, 2 % de la population est passée par la case prison ou internement et près de 10 % a son dossier<sup>8</sup>. Plus ou moins tolérées entre 1945 et 1948, les institutions ecclésiastiques sont mises au pas et de nombreux membres du clergé emprisonnés. Célèbre archevêque, József Mindszenty, primat de Hongrie et opposant politique, est condamné à la prison à vie. Libéré en 1956, il se réfugie à la Légation américaine de Budapest, y séjourne pendant 15 ans, avant de quitter la Hongrie en 1971. Ce type de persécution a un fort écho en Suisse, et de multiples paroisses ou associations se mobilisent en faveur du clergé d'Europe centrale<sup>9</sup>.

À son arrivée en Suisse, István de Wesselényi se présente en aristocrate victime de cette répression. Il dit avoir été condamné en Hongrie en août 1949 pour conspiration avec des étudiants catholiques contre l'État. Il obtient un permis de séjour, mais son asile dans le pays est envisagé comme provisoire par la police<sup>10</sup>. Il perçoit une petite aide de Caritas et réside à Lucerne. En octobre 1950, Wesselényi se rend à Fribourg pour y entreprendre des études. C'est alors que son cas éveille l'attention des autorités :

« Un informateur m'a communiqué des renseignements sur le compte de ce réfugié, dont il faudrait se méfier, tant au point de vue politique que judiciaire (escroc?). [...] La police fribourgeoise va s'occuper de l'intéressé »<sup>11</sup>.

Le délateur anonyme est probablement hongrois. Il dit redouter que l'attitude des imposteurs jette le discrédit sur tous les « honnêtes émigrés » séjournant en Suisse<sup>12</sup>. Wesselényi ne serait ni baron ni partisan du Cardinal Mindszenty. Renseignement pris auprès d'un comte vivant à Vienne, celui-ci est formel : il n'y a qu'un baron qui peut porter ce nom, il a une quarantaine d'années et vit à Budapest. La conclusion de l'informateur a de quoi inquiéter le Ministère public : « il n'est pas exclu que le faux «baron» ait été envoyé en Suisse par les communistes afin de fournir des services d'espionnage »<sup>13</sup>. Fin octobre, Wesselényi est hospitalisé à Berne, après avoir été retrouvé inanimé sur un banc pour cause de malnutrition. Une fois soigné, il retourne à Fribourg<sup>14</sup>. Le 8 novembre, le Ministère public fournit plus de renseignements à la police fribourgeoise : Wesselényi serait un « escroc » et aurait obtenu de la

<sup>8</sup> ROMSICS 2001, p. 20.

<sup>9</sup> TRÉFÁS 2008, pp. 184 ss.

<sup>10</sup> Annonce au Ministère public de l'entrée illégale de Wesselényi par la Division de police, 15 décembre 1949 ; Lettre de la Division de police à la police des étrangers de Saint-Gall, 28 janvier 1950 ; Lettre de la police fédérale des étrangers à Wesselényi, 23 mars 1950.

<sup>11</sup> Note X19 de l'inspecteur Schoenenberger du Service de police du Ministère public fédéral, 2 novembre 1950.

<sup>12</sup> « Pro Memoria », sans date, sans auteur.

<sup>13</sup> Lettre anonyme du 26 octobre 1950.

<sup>14</sup> Rapport de police de sûreté de la Ville de Berne, 6 novembre 1950.

part de prêtres suisses des recettes de collecte en faveur de Mindszenty. Le rapport conclut : «pour ces raisons, les Hongrois réfugiés en Suisse pensent qu'il s'agit d'un agent communiste»<sup>15</sup>. Bientôt, on parvient à établir les preuves de faux dans l'usage des titres. En décembre, Wesselényi est arrêté. Interrogé deux fois, il admet avoir reçu un certificat de naissance envoyé par une amie restée en Hongrie où il a pu apposer un autre nom que le sien pour éviter, argumente-t-il, que le courrier ne soit intercepté par la police hongroise. Un fonctionnaire du service des renseignements fribourgeois conclut :

«Nous nous trouvons là en présence d'un personnage peu intéressant, qui ne paraît pas mériter un permis de séjour dans notre canton. Bien plus il semblerait que nous aurions l'avantage de nous en débarrasser avant qu'il ait trop abusé de la confiance de personnes honnêtes de la place sous toutes sortes de prétextes comme jusqu'à maintenant»<sup>16</sup>.

Le «baron» se serait également fait passer pour un proche de la famille de Habsbourg pour obtenir une machine à écrire ou, comme le résume le service de renseignement, pour «mieux pouvoir s'introduire auprès de multiples adresses»<sup>17</sup>. Le 13 décembre, le réfugié avoue s'appeler en réalité István Weisz. Il explique avoir utilisé le nom de Wesselényi pour s'attirer les faveurs de milieux aristocratiques. L'accusation d'espionnage n'est toutefois pas avérée. Un rapport à nouveau anonyme parvenu à la police fribourgeoise qu'un fonctionnaire qualifie d'«un peu embrouillé» aggrave sensiblement les accusations. Il pointe du doigt une «bande» composée d'une dizaine d'hommes et de femmes qui collectent des informations pour le compte des services secrets hongrois. Membre de cette «bande», Weisz aurait un comportement «louche» : à Fribourg, il essayerait d'écouter des discussions à la Confiserie du Rex, où des ecclésiastiques et étudiants hongrois ont l'habitude de se retrouver. Il se livrerait en outre à un trafic de cocaïne ou d'or<sup>18</sup>.

Début 1951, le chef de la police fribourgeoise propose alors à ses homologues lucernois d'interroger une femme d'une quarantaine d'années, Julianna Bank, qui «serait à même de donner des renseignements de nature politique sur le compte de Hongrois apparemment douteux»<sup>19</sup>.

Arrivée en même temps en Suisse, elle a fait la connaissance de Wesselényi à Sankt Margrethen. Aux policiers lucernois, elle explique qu'il l'a approchée plusieurs fois au cours de l'année 1950 : «déjà à l'époque, j'avais des doutes sur son identité, car il ne se comportait pas et ne parlait pas comme il est l'usage dans les couches supérieures»<sup>20</sup>. Elle apprend

<sup>15</sup> Note du service de police du Ministère public, 8 novembre 1950.

<sup>16</sup> Lettre du service des renseignements au Chef de la police fribourgeoise, 12 décembre 1950.

<sup>17</sup> Lettre du service des renseignements au Chef de la police fribourgeoise, 13 décembre 1950.

<sup>18</sup> «Pro Memoria», sans date, sans auteur.

<sup>19</sup> Lettre du chef de la police fribourgeoise au commandant de la police du Canton de Lucerne, 20 janvier 1951.

<sup>20</sup> Interrogatoire de Julianna Bank par le Service de renseignement de la police cantonale de Lucerne, 24 janvier 1951.

également par sa concierge que le «baron» s'est renseigné en son absence pour savoir quels journaux elle lit, si elle a un amant, des contacts avec les Hongrois de Lucerne, etc. Un jour, déclare-t-elle, Wesselényi lui aurait avoué qu'il travaillait pour le gouvernement hongrois en exil via le Counter Intelligence Corps (CIC) des États-Unis. Il aurait essayé de recruter l'exilée : elle aussi pourrait travailler pour le CIC et ainsi avoir des opportunités de voyager dans différents pays d'Europe et «même» en Afrique. Aux questions de Julianna Bank sur la nature de ses missions, Wesselényi répond de manière évasive. Il lui aurait simplement promis qu'elle travaillerait «pour la patrie». Bank décline l'offre et n'entend plus parler de Wesselényi jusqu'en décembre 1950 : lors d'une messe de soutien au cardinal Mindszenty, un exilé du nom d'Eszterhaz avertit l'exilée que le «baron» est un imposteur dont il faut se méfier. Elle termine son témoignage en expliquant qu'elle souhaite rendre service à la Suisse, «son pays d'accueil». La police lucernoise déclare au Ministère public que Julianna Bank semble de bonne foi et aurait la «volonté de démasquer les communistes infiltrant les milieux d'opposition hongrois en exil»<sup>21</sup>. Dès lors, la police fribourgeoise redouble de vigilance tout en recueillant d'autres griefs de Hongrois «dignes de confiance» tels que le Dr Aurel Kern. Cet ancien chef de la Division de police du Ministère de l'Intérieur hongrois sous le régime Horthy (principal dirigeant de la Hongrie entre 1920 et 1944) témoigne contre Weisz. Dans une lettre d'avril 1951, il s'insurge du fait que la Confédération tolère des «étrangers indésirables, communistes, cryptocommunistes». Il cite le cas de Wessélenyi qui mène un «mode de vie dispendieux, loin de ce que pourrait se permettre un réfugié démunie». Il note au passage que celui-ci se fait passer pour un catholique alors que cette branche de la noblesse est protestante «ce que semble ignorer cet homme» qui par ailleurs, comme son vrai nom l'indique, serait «probablement juif». Kern reproche également aux autorités helvétiques de fermer les yeux sur une autre frange d'émigrés : d'anciens nazis résidant ou transitant par la Suisse<sup>22</sup>.

À partir de ce moment, les sources s'avèrent moins bavardes sur le devenir de Weisz. Nous savons qu'au cours du printemps 1951, il est interné à Worb par la Division de police qui le pousse à émigrer hors du pays<sup>23</sup>. Il semble que l'homme ait été ensuite libéré et employé comme valet de chambre d'un commercial français à Berne. Une rumeur circule selon laquelle il travaillerait pour les services secrets français<sup>24</sup>. À son départ

<sup>21</sup> Rapport du commando de police du Canton de Lucerne, 27 janvier 1951.

<sup>22</sup> Lettre d'Aurel Kern, 17 avril 1951.

<sup>23</sup> Note de l'inspecteur Schoenenberger du Service de police du Ministère public fédéral, 23 juillet 1951.

<sup>24</sup> Lettre du Chef du Service de police du Ministère public, le 29 janvier 1952.

pour la France en 1953, les autorités l'informent qu'il serait, en cas de retour en terres helvétiques, aussitôt interné à Dietisberg<sup>25</sup>.

Pendant ces trois années, sans que de réelles preuves d'activités d'espionnage soient mises à jour, István de Wesselényi alias Weisz est successivement dépeint comme un «espion de l'autre côté du Rideau de fer», opérant «pour les Russes», pour la Hongrie, pour le CIC et les politiciens en exil aux États-Unis, ainsi que pour les services secrets français... Nous avons voulu savoir si Weisz était connu des services hongrois et s'il était effectivement un espion.

## QUI EST ISTVÁN WEISZ ?

Les Archives de la police politique hongroise apportent un démenti aux soupçons helvétiques. Le dossier d'István Weisz est celui d'un dissident et non d'un agent du régime. Les polices politiques des démocraties populaires d'Europe centrale avaient l'habitude de surveiller les exilés à distance, particulièrement s'ils s'engageaient «contre la République populaire», c'est-à-dire s'ils participaient à l'opposition en exil ou s'ils travaillaient pour le compte d'organisations anticomunistes. Dès son départ de Hongrie en 1948, Weisz est décrit par la police hongroise comme une «personne politiquement peu fiable»<sup>26</sup>. Quelques rapports révèlent une tout autre perspective que celle de la police suisse.

Weisz est né en 1927 dans une famille de commerçants de Nagynyárád, village situé au sud de la Hongrie. Il travaille dans l'épicerie familiale jusqu'en 1946. Après la Deuxième Guerre mondiale, le jeune homme est déporté avec sa famille en Allemagne de l'Est en représailles à la participation de son père au *Volksbund*, organisation pro nazie de la minorité allemande de Hongrie. Contrairement à ce que la police suisse suppose, Weisz n'a, semble-t-il, rien d'un «communiste». De retour en Hongrie en 1948, il ouvre un magasin de textiles. Des procédures judiciaires sont alors ouvertes contre lui en raison de sa participation au marché noir<sup>27</sup>; il est condamné à quatre ans de prison, mais est libéré pour cause de tuberculose<sup>28</sup>. Après son séjour en Suisse, les autorités hongroises suivent son parcours en 1955-1956 en République fédérale d'Allemagne. Sur la base de rumeurs circulant dans son village d'origine, elles soupçonnent que Weisz aurait travaillé pour les services secrets ouest-allemands – soit pour l'autre camp ! Pour le reste, les conclusions de la police magyare rejoignent celles de la police suisse : Weisz utilise un faux nom et se présente comme un aristocrate qu'il n'est pas<sup>29</sup>.

<sup>25</sup> Lettre de la Division de police à la Direction de police du canton de Berne, 27 mars 1953.

<sup>26</sup> Archives historiques de la Sécurité d'État, Budapest (dorénavant cité ABTL) : BM, III/3.c, V-43435, Affaire István Weisz et épouse de János Hohmann, 109.516/1/1948.

<sup>27</sup> ABTL, BM, III/I-2-C, Kt-973/66, K-2137/1, Rapport récapitulatif du 22 novembre 1960. Les documents mentionnés ci-dessous sont issus du même sous-fonds.

<sup>28</sup> Décision de poursuite d'István Weisz, 4 juillet 1959 ; affaire István Weisz, 11 janvier 1960.

<sup>29</sup> Rapport récapitulatif, affaire István Weisz, 22 novembre 1960.

Toujours selon les services hongrois, l'intéressé aurait travaillé comme agent commercial à la Banque Nationale suisse, appris sept langues et reçu une formation d'agent secret en Occident<sup>30</sup>, probablement en Allemagne pour collaborer à l'Organisation Gehlen. Tenant son nom de son chef – Reinhard Gehlen, un général allemand de la *Fremde Heeren Ost* (Armées étrangères à l'Est) pendant la Deuxième Guerre mondiale –, cette structure de renseignement est fondée en 1947 avec le soutien financier et logistique des États-Unis. Dirigée contre l'Union soviétique, elle recrute principalement ses agents parmi les rangs des anciens services secrets du Troisième Reich<sup>31</sup>.

Or, il semble que les conclusions concernant les activités de Weisz soient en grande partie fantaisistes. Peut-être se basent-elles sur des lettres de l'intéressé qui brouille les pistes soit à dessein, soit pour rassurer sa famille sur son devenir professionnel. Dans les années 1960, la police hongroise classe son dossier, faute de preuve<sup>32</sup>. Les enquêtes visant à établir le type d'activités de cet «élément douteux» se soldent par des échecs : Weisz, selon la police hongroise, ne serait pas espion. En Allemagne, il gagne sa vie par différentes activités commerciales notamment dans le secteur du tapis persan et de la papeterie, mais aussi grâce au jeu et à diverses fraudes<sup>33</sup>.

## CHRONIQUE DE L'HOSTILITÉ ORDINAIRE

Les lacunes du *curriculum vitae* d'István Weisz ne permettent qu'une conclusion partielle. Si l'homme a opéré pour le compte d'agences de renseignement, il ne travaillait en aucun cas pour l'Est. Les zones grises en disent long du climat de Guerre froide : dans un contexte oscillant entre sympathie et suspicion généralisée envers les immigrants d'Europe centrale, les exilés de plus longue date ainsi que la police craignent la présence d'imposteurs parmi les demandeurs d'asile.

L'historiographie du refuge durant la Guerre froide s'est fort peu intéressée à ces «histoires secondaires». Les études se concentrent souvent sur les exilés politiques proéminents, laissant les autres dans l'ombre. Pourtant, si une frange des réfugiés participe à l'*exopolitie*, l'écrasante majorité tente plutôt de s'adapter à la situation d'exil et de trouver les moyens de s'en émanciper par diverses stratégies<sup>34</sup>.

Il est vraisemblable qu'en se faisant passer pour un autre, Weisz n'avait pas d'autre but que d'améliorer son quotidien. Dans le Fribourg des années 1950, mieux vaut être un aristocrate étudiant en théologie qu'un

<sup>30</sup> Décision de poursuite d'István Weisz, 4 juillet 1959 ; affaire István Weisz, Budapest, 11 janvier 1960.

<sup>31</sup> KAUFFER 2015, pp. 538-541.

<sup>32</sup> Rapport récapitulatif, 22 novembre 1960.

<sup>33</sup> Rapport sur István Weisz, Budapest, 31 mars 1966.

<sup>34</sup> GILLABERT et THIPHAINE, 2017, p. 15.

commerçant avec un nom à consonance juive, malade de surcroît. Une fois dans le canton, il semble que Weisz ne perçoit plus d'argent de la part de Caritas, si bien que le malaise qui le conduit un jour à l'hôpital semble réel contrairement à ce qu'estime la police suisse. La Guerre froide porte dans son sillage des grands et petits drames personnels. Pour les immigrés, il s'agit de tirer parti de ce contexte politisé pour vivre au mieux en exil. Ce type d'imposture est courant dans le climat spécifique de la Guerre froide. Fin juillet 1954, un joueur de football frappe à la porte d'un grand club français, le LOSC de Lille. Il prétend avec un accent d'*«Europe de l'Est»* être József Zakariás, grand demi-gauche du *Onze d'or* hongrois, et avoir *«choisi la liberté»* en rejoignant l'Ouest. Tout heureux de sa recrue, le président du club l'engage de suite, sans même penser à regarder sa carte d'identité. À la suite d'une prestation déplorable lors d'un match amical, on constate que le vrai Zakariás est à Budapest... L'imposteur n'est même pas hongrois mais tchécoslovaque<sup>35</sup>. Pour terminer, relevons le poids des stéréotypes dans l'enquête suisse. La police considère deux types d'immigrés d'*«Europe de l'Est»* : les personnes qu'elle voit d'office comme des victimes et les *«imposteurs»*. Pour désigner le premier groupe, on recourt au terme noble de *«réfugiés»*, ou encore aux expressions *«Hongrois dignes de confiance»* et *«personnes honnêtes»*. Avant la vague de réfugiés qui suit l'écrasement de l'Insurrection hongroise de 1956, il s'agit surtout de figures de l'opposition : aristocrates ou bourgeois, ecclésiastiques ou politiciens. Mais de bienvenus car fuyant *«l'enfer communiste»*, les émigrés deviennent rapidement honnis. Les qualificatifs caractérisant Weisz témoignent d'un climat d'hostilité généralisée envers les étrangers : en un rien de temps, on le décrit comme douteux, louches, escrocs, peu intéressants, aventuriers et/ou indésirables. Cette étude de cas révèle que l'accueil et le traitement réservés aux transfuges de l'Est pendant la Guerre froide ne sont pas aussi bienveillants qu'on le pense. Les investigations de la police se voient influencées à la fois de stéréotypes anticomunistes et d'une méfiance de principe à l'égard des immigrés.

T. R. et G. K. D.

## Bibliographie

ARNOLD Jonas, *Vom Transitprinzip zum Dauerasyl. Die schweizerische Flüchtlingshilfe (1933-1951)*, mémoire de licence, Université de Fribourg 1997.

DUFOIX Stéphane, *Politiques d'exil: Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris 2002, Presses Universitaires de France.

GILLABERT Matthieu et ROBERT Tiphaine (éd.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la Guerre froide*, Bâle 2017, Schwabe.

KANYAR BECKER Helena, « Tchécoslovaquie », dans *Dictionnaire historique de la Suisse*, 12, Bâle 2013, Schwabe, pp. 333-335.

KAUFFER Rémi, *Histoire mondiale des services secrets : de l'Antiquité à nos jours*, Paris 2015, Perrin.

KESSOUS Mustapha, *Les 100 histoires de la Coupe du monde de football*, Paris 2014, Presses universitaires de France.

LUDI Regula, « More and Less Deserving Refugees : Shifting Priorities in Swiss Asylum Policy from the Interwar Era to the Hungarian Refugee Crisis of 1956 », dans *Journal of Contemporary History*, 49, 2014, pp. 577-598.

ROMSICS Ignác, *Magyarország története a XX. században* [L'histoire de la Hongrie au XX<sup>e</sup> siècle], Budapest 2001, Osiris.

TRÉFÁS David, *Die Illusion, dass man sich kennt: schweizerisch-ungarische Beziehungen zwischen 1945 und 1956*, Zurich 2008, Chronos.